

MISSION A SEVILLE, du 11 au 25 mai 1989

Programme de l'équipe pluridisciplinaire de la Casa de Velazquez : "L'intégration économique, politique, sociale et écologique du tourisme dans le développement régional andalou"

ODILE HOFFMANN  
géographe ORSTOM, 31 mai 1989

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 28 810 ex 1

Cote : B

28 - 05 - 90

Ce rapport n'a pu être fait que grâce à toutes les informations, discussions, remarques et orientations que ne m'ont pas "épargnées" Cécile Bernard, et plus largement l'équipe de Séville : Anne Beaumond et Sophie Darmaillac. Les tournées sur le terrain ont été particulièrement enrichissantes, de même que les entrevues rendues possibles par le travail antérieur de Cécile Bernard. Merci à tous et à toutes.

Odile Hoffmann, géographe ORSTOM

Mission à Séville du 11 au 23 mai 1989, appui au programme de C. Bernard dans le cadre du projet de l'équipe pluridisciplinaire de la Casa de Velazquez :  
"L'intégration économique, politique, sociale et écologique du tourisme dans le développement régional andalou".

Arrivée à Séville le 11 mai au soir

12 mai - matinée : au local de la Casa de Velazquez à Séville, discussion avec les membres de l'équipe, C. Bernard, S. Darmaillac et A. Beaumont.

- après-midi : visite à El Rocío, lieu d'enquêtes et de recherche de C. Bernard, et lieu de pèlerinage annuel, à la Pentecôte, attirant plus d'un million de personnes (le village abrite environ 2000 habitants en temps normal).

13 et 14 mai : tournée sur la côte orientale de l'Andalousie, notamment la "Costa del sol" : le tourisme à grande échelle et la nouvelle agriculture (fruitière et maraîchère) entre Malaga et Motril, référence obligée pour l'étude du développement touristique andalou.

15 mai : rencontre avec d'autres chercheurs français travaillant à Séville, liés de près ou de loin à la Casa de Velazquez : M. Bertrand (qui a eu l'amabilité de nous faire connaître l'Archive des Indes), JP. Moreau, M. Aubert.

reconnaissance de photos aériennes de la côte atlantique entre Ayamonte et Huelva (l'organisation micro-régionale "traditionnelle" -de 1956- autour des bourgs), bibliographie et préparation des tournées.

16 mai : tournée dans le delta irrigué du Guadalquivir (betteraves, coton, riz, blé); les périmètres installés par l'IRYDA (Institut de la Réforme agraire);

tournée sur la côte atlantique entre Puerto Santa Maria et Chipiona, avec JL. Martin Ruiz, ex-collaborateur de la Casa, qui travaille au département d'urbanisme de la mairie de Puerto. Visite des principaux types d'urbanisme touristique (des plus spontanés aux plus organisés, des "bas de gamme" aux "grand standing"), et du site d'un grand projet encore à l'état de dossier, "La Ballena".

A Chipiona, une agriculture nouvelle pionnière en son temps (les années 50 et 60) et à la recherche d'un second souffle. Un "modèle" d'intégration ou d'alternative agricole réussie -tout au moins au début de la période mentionnée.

17 et 18 mai : tournée dans le municiple d'Almonte, à l'ouest de Séville, principal lieu d'enquêtes de C. Bernard.

-le bourg et toutes les marques d'une opulence relative (actuelle ou héritée?);

-visite à la mairie et aux conseillers agricoles de celle-ci;  
-tournées dans les "ruedos", aires de culture sèche de vigne et oliviers, grignotées par le maraîchage;  
-tournées à Metaleascanas, site touristique situé dans le municipe d'Almonte; entrevue avec des tenanciers de bar issus du milieu rural, et plus précisément de la "nouvelle agriculture";  
-entrevue-enquête d'agriculteur "traditionnel" (céréales, vignes et betteraves, oliviers);  
-visite du périmètre d'agriculture irriguée, sous serre ou micro-tunnels : le "Plan de Almonte-Marismas", gagné sur les terres sableuses proches de la mer; visite de parcelles et entrevues avec des producteurs de fraises et fruitiers.

19 mai : "tournées des crêtes", de Almonte à Palos, où se situent les bourgs et les ruedos d'oliviers et de vigne (appellation contrôlée);  
entrevue de producteurs de fraises à Palos, où a débuté ce type d'agriculture, bien avant l'intervention de l'Etat et l'installation de périmètres "encadrés" comme à Almonte;  
Huelva et son pôle industriel.

20 mai : bibliographie et discussions à Séville.

21 mai : visite du pré-parc de Donana, en compagnie d'un agriculteur qui y maintient un troupeau de bovins, et qui par ailleurs a une parcelle dans le Plan de Almonte-Marismas : l'intégration du parc naturel à la région environnante et les problèmes (économiques, mais aussi sociaux et politiques), que cela pose.

22 mai : Participation à la réunion de l'équipe pluridisciplinaire (S. Darmaillac, A. Beaumont, C. Bernard, A. Hildenbrand), à Séville pour préparation des entrevues du lendemain, échange d'informations et discussion autour d'un projet d'article ou papier commun.

23 mai : visites à l'Université de Séville, faculté de Géographie :  
JF. Ojeda Rivera, vice-recteur de l'Université, professeur de Géographie ayant travaillé dans la région d'Almonte sur des problèmes d'organisation territoriale, et signataire d'un accord de collaboration entre l'Université et la Casa de Velazquez;  
M. Marchena, professeur de Géographie spécialisé dans l'étude du tourisme à différentes échelles d'analyse (La Junta, les régions et les projets de réalisation), et intéressant de ce fait tous les membres de l'équipe de la Casa.  
JL. Suarez de Vivero, professeur de Géographie et spécialisé dans la géographie des littoraux.

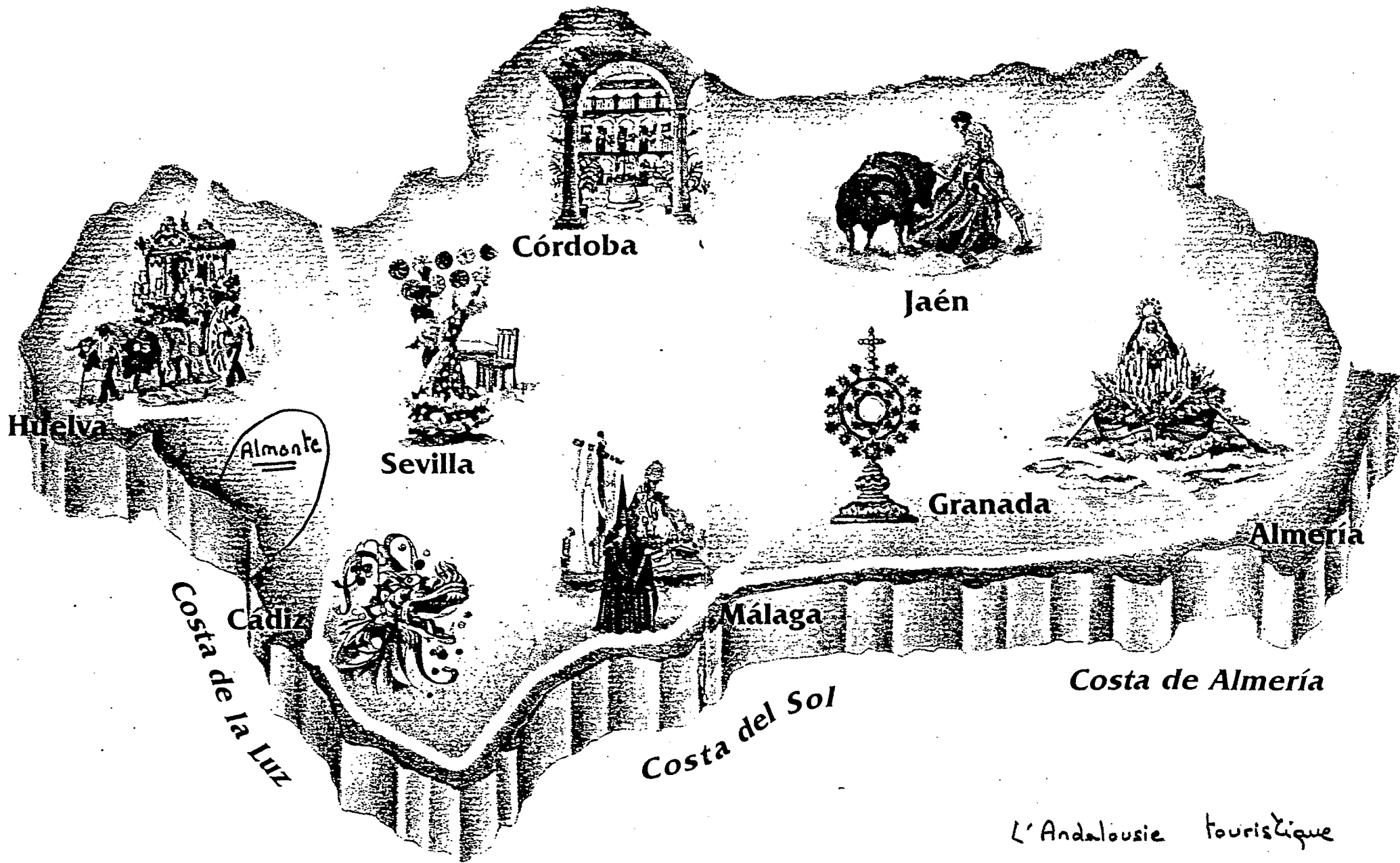
24 mai: repos  
Retour à Paris le 25 mai

La mission à Séville avait été demandée par Cécile Bernard, dans le cadre du programme pluridisciplinaire de l'équipe de la Casa de Velazquez. Celui-ci fait suite à d'autres grands programmes, qui tous portaient sur la dynamique régionale de l'Andalousie contemporaine : dans les "dehesas" ou montagnes sèches, dans la dépression du Guadalquivir, sur le tourisme et le développement régional et sur la nouvelle agriculture. Créée au sein de la Casa de Velazquez depuis le début des années 70, l'équipe de Séville sur l'Espagne contemporaine comprend trois chercheurs de diverses disciplines, travaillant sur un sujet commun pendant trois ans maximum. Outre les chercheurs français membres de la Casa de Velazquez, y participent des chercheurs boursiers, espagnols et français. Les contacts avec le milieu de la recherche espagnole sont maintenus à travers des conventions de coopération dans la recherche et/ou la publication. C'est à ce titre que nous avons rencontré les principaux responsables du Département de Géographie de l'Université de Séville, et son vice-recteur.

Le projet spécifique de C. Bernard, agronome, porte sur la partie occidentale de l'Andalousie, dans la province de Huelva, avec une approche micro-régionale qui privilégie les interactions entre les secteurs d'activités -traditionnels ou plus récents-, que ce soit dans l'agriculture, le tourisme ou secteurs annexes (construction, éventuellement industrie, services...). Il concerne plusieurs échelles d'analyse, de l'exploitation agricole ou établissement jusqu'à la province, en passant par le niveau municipal. La période contemporaine est nettement privilégiée, ce qui n'empêche pas les retours en arrière lorsque la recherche l'impose.

Il s'agissait pour moi d'apporter une vision plus spécialement géographique, en termes d'acteurs impliqués -locaux, nationaux ou étrangers- et de paysages transformés et façonnés : autrement étudier le rapport à l'espace d'une société rurale fortement intégrée aux circuits extra-locaux (nationaux et européens) à travers les marchés agricoles et le tourisme.

Un premier "survol" -en voiture- de la Costa del Sol sur le littoral méditerranéen a permis de "situer" la côte atlantique et son développement face aux expériences plus anciennes de la Costa del Sol : tourisme de masse, pression foncière et spéculation immobilière, désarticulation de la côte avec son arrière-pays...etc. Le littoral atlantique en revanche n'a pas encore été soumis à un tel "traitement". Des



Huelva

Almonte

Sevilla

Córdoba

Jaén

Granada

Almería

Costa de la Luz

Cadiz

Málaga

Costa del Sol

Costa de Almería

L'Andalousie touristique

enclaves touristiques urbanisées s'échelonnent certes sur la côte, mais laissent de vastes espaces encore vierges de constructions. Le réseau routier assez rudimentaire jusqu'à récemment n'attirait d'ailleurs guère les promoteurs. En fait la partie occidentale de l'Andalousie vit encore largement de son agriculture, assez complexe au demeurant.

L'Andalousie agraire est caractérisée depuis plusieurs siècles par la présence simultanée de grands latifundios qui exploitent la richesse traditionnelle (le vin et les oliviers, et les céréales dans la grande dépression du Guadalquivir) aux côtés d'un minifundisme accentué, notamment dans les zones de montagnes qui bordent la dépression. Cette structure polarisée se lit clairement dans le paysage, par le parcellaire tout d'abord, par l'absence totale d'habitat dispersé ensuite. La population est groupée dans de nombreux bourgs, souvent de plus de 10000 habitants, qui abritent les travailleurs agricoles minifundistes ou sans terre, en état de sous-emploi ou chômage chronique. Le "paro" (chômage) est l'une des principales plaies de l'Andalousie, jadis source d'une émigration massive, qui influe beaucoup sur les décisions ou formes d'intervention de l'Etat en milieu rural. A cet égard la nouvelle agriculture apparaît comme une alternative satisfaisante puisqu'elle emploie beaucoup de main d'œuvre.

Aux côtés des productions traditionnelles -notamment la vigne et l'olivier-, les céréales, la betterave et le tournesol sont cultivées sur les terres sèches, faisant reculer peu à peu les surfaces de "dehesas" (chênaies à chêne vert et chêne liège) auparavant exploitées pour le bois, le pâturage des bovins et caprins, et la cueillette. Les terres sableuses aux abords de la côte sont largement couvertes de pins et d'eucalyptus depuis les grands programmes de reboisement des années 1950, et même auparavant : au XIXème siècle, les lois de désamortisation exemptaient les surfaces communales forestières de l'adjudication, favorisant ainsi un reboisement généralisé.

Très récemment (années 1960, et même 1980 par endroits), s'est développée la "nouvelle agriculture" dont nous reparlerons plus loin. On entend sous ce nom l'agriculture "poussée" par irrigation par aspersion, micro-aspersion, goutte-à-goutte extérieur ou enfoui dans le sol, et "protégée" sous serres souples ou rigides, permanentes ou micro-tunnels installées chaque année. La fertilisation est souvent intégrée à l'irrigation. Les semis ou poquets (plants sélectionnés) sont disposés sur couches plastiques transparentes ou noires. Les premières haient la germination et la croissance et sont enlevées après un mois de croissance (pour le coton par exemple); les secondes sont conservées tout au long du cycle cultural et permettent de plus de contrôler l'enherbement et de faciliter la récolte, pour les fraises par exemple (non

terreuses et directement mises en barquettes). La récolte est assurée par une main d'oeuvre locale ou plutôt régionale, organisée en "cuadrillas", qui trouve du travail pendant 6 à 8 mois de l'année.

Il s'agit donc d'un système à fort investissement en capital et en main d'oeuvre, exclusivement destiné à la production de fruits et légumes vendus en primeur à l'exportation. Le marché national, beaucoup moins avantageux, n'est qu'un débouché secondaire en cas de mévente.

Si l'on excepte la nouvelle agriculture, ce complexe agraire reposait sur une organisation socio-spatiale élaborée au cours des siècles, qu'a remarquablement analysée J.F. Ojeda (1987) dans sa thèse sur Almonte, un municipe de la province de Huelva où travaille C. Bernard.

Autour des bourgs sont situés les "ruedos", aires de culture sèche à petit parcellaire consacrées à la petite production des gens du bourg. Au-delà s'étendent les vastes domaines de viticulture, céréaliculture et oliviers, sur sols calcimorphes, eux-mêmes entourés ou bordés par les aires de reboisement sur terres sableuses. Un tel modèle en aires concentriques (classique en Afrique par sa forme si ce n'est sa fonction) s'appuie sur une différenciation du milieu naturel (ressources en sol et en eau), et la distribution des productions peut s'interpréter en termes de complémentarité des espaces et des temps de travail. Il reflète aussi une tenure foncière particulière : en plus des grandes et des petites propriétés privées, il existe des terres de l'Etat (notamment le patrimoine forestier) et les "propios" qui sont les terres communales non affectées lors de la désamortisation du XIXème siècle. Ces "propios", le plus souvent boisés, sont parfois exploités de façon plus ou moins incontrôlée, à tel point qu'aujourd'hui à peine plusieurs municipes tentent, avec difficulté, d'en faire un inventaire cadastral exact.

Dans un tel schéma, les rôles et les statuts sont assez clairement définis. Les pouvoirs politiques et économiques se superposent et se concrétisent en une classe restreinte d'une élite "bourgeoise" (du bourg) qui entretient des relations étroites avec la classe dirigeante régionale. A chaque type d'acteur correspond un espace défini, en milieu rural comme en milieu urbain (les "espaces d'hommes" comme les "casinos" pour traiter les affaires d'importance, ou la place centrale du bourg pour l'ensemble de la population masculine adulte). La société locale apparaît fortement différenciée et stratifiée, et ancrée dans un territoire (municipal) qu'elle contrôle globalement. C'est une société "territorialisée", dont l'équilibre relatif repose sur une richesse agricole réelle, et sur une inégalité et une bipolarisation socio-économique qui s'accroissent à mesure que s'affirme la puissance, économique et politique, des élites agraires.



Ce panorama change radicalement à partir de la moitié du XXème siècle, sous l'effet de nombreux facteurs, plus ou moins différés dans le temps mais qui tous poussent à un bouleversement des données.

1) Le pôle industriel de Huelva voit le jour en 1964, comme un projet impulsé par l'Etat pour lutter contre le sous-développement économique de l'Andalousie, notamment le chômage.

2) A partir du début des années 60 commence à s'installer une agriculture de maraichage technifiée, à l'initiative d'entrepreneurs privés, le plus souvent étrangers à la région et provenant de Valence. De petites enclaves de nouvelle agriculture se développent sur le littoral atlantique, comme à Chipiona au sud (au début tomates, puis carottes et légumes divers) ou à Palos et Moguer au nord, "berceaux de la fraise". Ils profitent des conditions climatiques excellentes, de ressources en eau, d'un sol léger facile à travailler et fertiliser, d'une main d'oeuvre abondante, et de ressources en terres sur les petites parcelles des "ruedos" aptes à l'intensification. Les petits agriculteurs sont ainsi intégrés à un développement agricole autonome (non dépendant des initiatives de l'Etat) si ce n'est endogène (la commercialisation est assurée par "les Valenciens").

3) En 1979 la nouvelle Constitution espagnole consacre l'autonomie de l'Andalousie qui comprend un gouvernement (La Junta), des ministères (las Consejerias), des financements et des politiques régionales propres (voir les travaux de A. Beaumont et A. Hildenbrand). Le jeu politique local se complexifie, les groupes de pouvoir traditionnels devant dès lors modifier leurs appuis pour rester dominants. Pour mémoire, on peut citer l'exemple de la Réforme Agraire, commencée mais jamais menée à bien, et qui conserve à l'heure actuelle des locaux, du personnel et des programmes d'assistance agricole technique, comme on le verra dans le cas de Almonte.

4) Le tourisme commence à se développer dans les années 60, avec un tourisme essentiellement régional (voir les "chalets" ou résidences secondaires des Sévillans qui "lèprent" certaines zones cotières). De grands projets voient le jour, mais qui n'aboutissent jusqu'à aujourd'hui qu'à une distribution, par les municipales, des surfaces urbanisables à des promoteurs privés sans grande concertation ni entre eux ni avec le municiple ou la région (voir par exemple les divers cas d'urbanisation touristique entre Puerto Santa Maria et Rota). D'une façon générale, les capacités d'hébergement du littoral de Huelva ont augmenté de 695% entre 1960 et 1975 (de 8500 à 180000 lits), sans pour autant induire une croissance notable de la population permanente (cf. F. Fourneau, 1979). Pour éviter une croissance type "Costa del sol", on parle désormais de favoriser un tourisme de haut standing, national

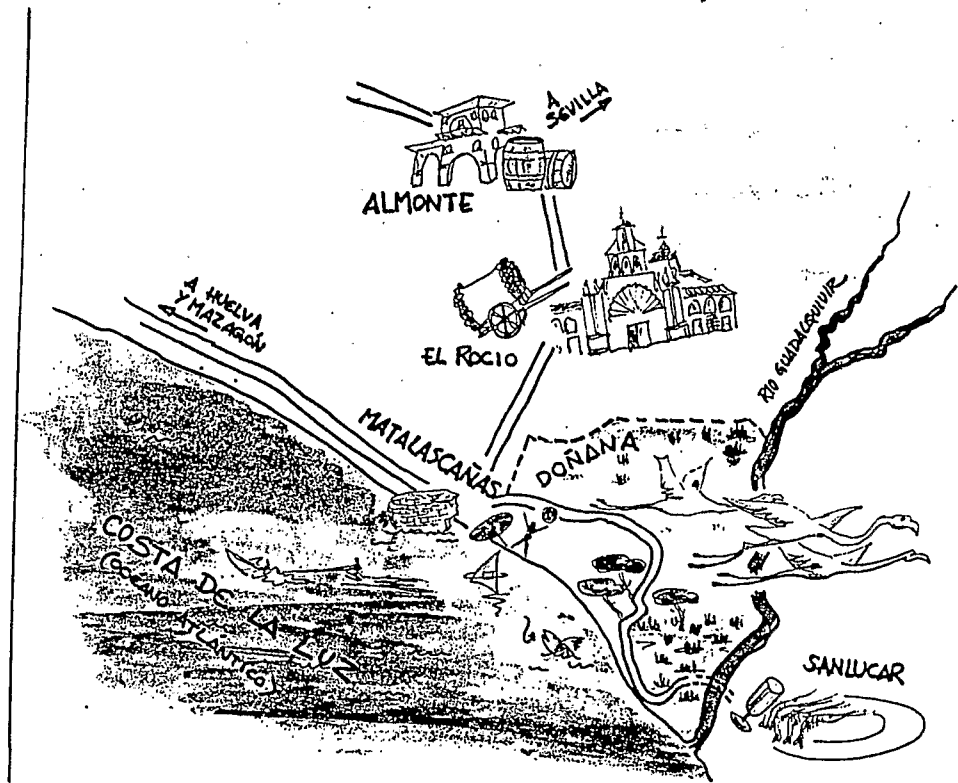
ou étranger, ce qui éviterait l'urbanisation sauvage et le massacre des espaces littoraux encore vierges. La protection de l'environnement, contre la pollution mais aussi la dégradation visuelle et architecturale, est aujourd'hui un argument fréquemment avancé pour justifier ou critiquer tel ou tel projet. Les groupes d'écologistes peuvent à un moment donné détenir un pouvoir de mobilisation, surtout dans la région de Cadix et Rota semble-t-il.

Ces nouvelles activités mènent à une redéfinition des catégories socio-économiques au niveau local, et à une transformation profonde des espaces ruraux qu'elles investissent. Comme le souligne J.F. Ojeda, l'industrie, le tourisme et la spéculation immobilière apparaissent comme des enjeux qui dépassent la sphère locale, alors que la nouvelle agriculture, le contrôle foncier et la conservation écologique peuvent encore être appropriés par les habitants. La tendance est toutefois à la "délocalisation des décisions" (J.F. Ojeda, F.Diaz del Olmo, 1987).

#### L'exemple de Almonte

Le municipe de Almonte, au sud de la province de Huelva avec une limite cotière, répond tout à fait au schéma présenté antérieurement. Le bourg, situé vers l'intérieur des terres, est entouré des "ruedos" et des grandes propriétés couvertes de vigne, oliviers et céréales. A l'extrémité sud-ouest du municipe, la portion cotière abrite une station balnéaire, Matalascañas, qui est l'une des principales du littoral de Huelva (avec Punta Umbria plus au nord). Entre les deux s'étendent de vastes surfaces aux sols sableux et parfois salins, proches du marais qui borde l'embouchure du Guadalquivir. Celle-ci a d'ailleurs été érigée, sur les terres d'un ancien domaine privé (le Coto de Donana), en parc national de 50000 hectares, de renommée internationale pour son rôle d'étape et de gîte des oiseaux transigrateurs d'Europe. Si l'on ajoute que la limite des marais est marquée par une petite bourgade, El Rocio, qui accueille chaque année à la Pentecôte un pèlerinage monstre de renommée nationale (plus d'un million de pèlerins), on voit que le municipe de Almonte ne manque pas d'atouts touristiques pouvant attirer une clientèle diversifiée toute l'année : la mer, la nature préservée, la culture religieuse andalouse, le bourg qui ne manque pas de charme.. (cf. croquis ci-joint, publié par la Direction Générale de Tourisme de La Junta de Andalucía).

Les terres sableuses et infertiles, incultes et même non appropriées jusqu'au XIXème siècle, sont devenues avec la nouvelle agriculture un énorme potentiel, au prix d'une infrastructure lourde en réseaux d'irrigation et installations de serres ou micro-tunnels.



Le municipe d'Almonte et ses  
atouts touristiques

- le bourg
- le pèlerinage de El Rocio
- la plage de Matalascaña
- le parc de Doñana

Contrairement aux deux enclaves mentionnées plus haut (Chipiona et Palos-Moguer), le développement est ici très récent, et totalement impulsé par l'Etat sous la forme du "Plan de Almonte-Marismas" de mise en valeur de ces terres, confié à l'Institut de la Réforme Agraire (IRYDA, puis IRIA).

#### Le Plan de Almonte-Marismas

Après plusieurs études, notamment de la FAO, le premier secteur du périmètre irrigué est distribué en 1978, à 18 "colons" choisis selon des critères comme l'expérience acquise dans l'agriculture, les connaissances en irrigation, l'âge et la situation familiale, les ressources en terres, la résidence... Ils obtiennent chacun 30 hectares, surface considérable si l'on sait que ces premiers colons, tous résidant à Almonte, n'avaient en fait guère d'expérience !!

Ces pionniers se lancent dans l'arachide (y compris en formant une coopérative, la COPRAM); quelques uns essaient l'orange sous la houlette de Valenciens arrivés entre-temps; plus récemment la fraise est adoptée à la suite des succès obtenus à Palos et Moguer, et depuis peu quelques Hollandais ont commencé à diffuser la culture de plantes ornementales.

Les problèmes sont immenses pour ces jeunes agriculteurs brusquement confrontés à une exploitation de 30 hectares en irrigué. L'endettement de départ est disproportionné, les problèmes techniques insurmontables dès qu'intervient un accident (inondations, destruction des serres par le vent..), la commercialisation absolument pas maîtrisée, les crédits de campagne lourds à rembourser et parfois difficiles à obtenir en l'absence de garantie foncière (les colons reçoivent leurs parcelles en usufruit pour 20 ans, avec achat facilité après cette période).

Face à ces problèmes la deuxième vague de dotations, qui concerne environ 20 personnes, octroie à chacun d'eux des surfaces plus réduites, et lors de la troisième et dernière vague l'IRYDA ne distribue des parcelles qu'à des coopératives de producteurs (5 personnes minimum, le plus souvent une famille élargie), soit environ 300 bénéficiaires de 30 hectares chacun.

Le Plan de Almonte-Marismas est aujourd'hui clos, bien en-deça des 25000 ha prévus au départ. Des terres ont été laissées "en réserve", c'est-à-dire non expropriées, et d'autres exclues du périmètre pour des raisons écologiques. La restriction du Plan est due en partie à des problèmes techniques (danger d'épuisement ou de baisse de la nappe phréatique qui alimente le marais du Parc National, pollution..), en partie aussi à la faible demande de la part de nouveaux colons. En effet, le plus frappant, 10 ans après le lancement du projet, est la contradiction entre une agriculture extrêmement moderne et technifiée, avec des rendements et des revenus potentiels considérables, et la proportion importante d'échecs, de faillites, d'abandons et de sous-location des parcelles. Les "colons en déroute" se reconvertissent alors dans le tourisme local s'ils en avaient une expérience antérieure (comme maçons

ou commerçants, notamment tenanciers de bar), d'autant plus que la plupart était déjà des double-actifs.

L'assistance technique de l'IRYDA est à incriminer, mais bien plus l'absence d'un "système d'encadrement" au sens de Gourou: encadrement technique, mais aussi commercial, et plus largement politique et social. Il n'existe pas de réseau à la fois accessible et souple dans lequel pourraient s'inscrire les producteurs de la nouvelle agriculture. On reviendra plus loin sur cette question.

Les circuits de commercialisation sont très complexes et inorganisés. Chaque producteur est soumis à l'assaut de négociants privés qui sillonnent les parcelles au moment des récoltes (plus de 200 pour la seule petite région d'Almonte, d'après des entretiens rapides). Tous les risques, tels les pertes en transport, une chute des cours, une mévente, restent à sa charge. Des essais de coopératives de commercialisation ont jusqu'à présent tous échoué (contrairement aux coopératives de production pour les intrants, les semences ou le matériel, qui fonctionnent), devant la complexité du marché et la concurrence des privés, tous étrangers à la région et pourvus d'une solide expérience dans ce domaine (Valenciens, madrilènes ou hollandais). Le manque d'organisation est le plus souvent expliqué, ou justifié, par la "jeunesse" du système : il serait intéressant d'étudier la genèse et la croissance de systèmes similaires mais plus anciens, tant sur la côte méditerranéenne (Almeria) que sur la côte atlantique (Palos-Moguer, Chipiona).

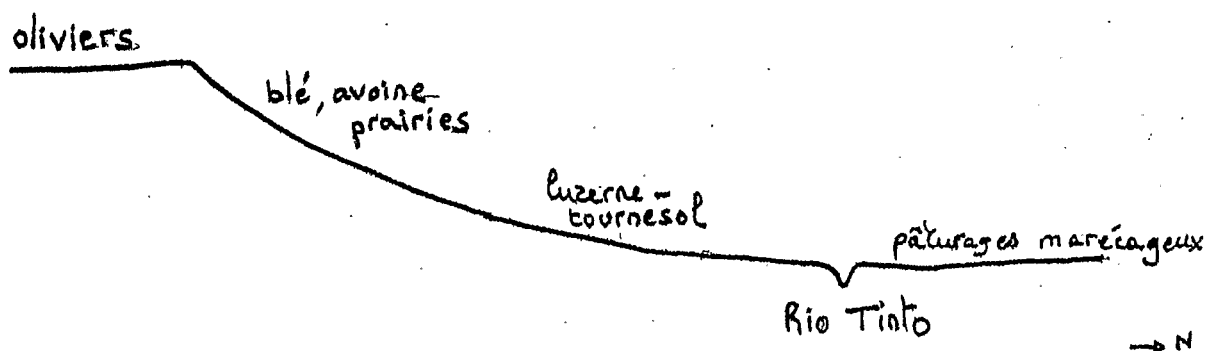
Les coûts de production très élevés ne sont couverts que par une vente à l'exportation en primeur, où tout se joue parfois à quelques jours près. Les producteurs, même les plus petits, sont ainsi directement intégrés aux grandes évolutions de la PAC, la Politique Agricole Commune de la CEE. Ils sont tenus au courant de l'évolution des cours au jour le jour par telex, et l'ouverture du marché européen de 1993 est un thème inévitable de discussion et préoccupation.

Malgré les difficultés et les échecs, la nouvelle agriculture est partout perçue comme la nouvelle chance, la nouvelle richesse, et envahit peu à peu les espaces des "ruedos" jusqu'alors en culture sèche. L'irrigation se répand jusque dans les parcelles de céréales et de betteraves, la fruticulture se développe à la place des vignes ou des pinèdes.. Le dynamisme individuel fait pendant au relatif échec du Plan Almonte-Marismas.

Au-delà d'une interprétation hâtive qui opposerait l'initiative privée à la lourdeur de l'Etat dans les rôles moteurs du développement régional et local, une analyse en termes d'acteurs et de leurs espaces d'intervention éclaire, à mon sens, ces contradictions. Ce qui suit doit être considéré comme une simple hypothèse ; ce ne sera au mieux qu'une piste de recherche, au pire un exercice inutile !

### L'hypothèse de l'étanchéité des groupes

Des enquêtes superficielles il ressort que chaque localité, municipale ou portion de municipale valorise à l'excès un aspect de ses activités : la fraise à Almonte, la céréaliculture à Palma, la vigne à Bollullos, la fruticulture à Moguer, le tourisme sur les franges côtières, etc. Une analyse rapide montre qu'il n'existe pas vraiment une telle spécialisation, au moins dans le paysage, mais tout de même une orientation qui autorise à distinguer différentes facettes ou combinaisons d'un système agraire régional complexe, décrit plus haut. Il faut d'ailleurs reconnaître que, localement, ces combinaisons sont liées à des écosystèmes distincts, différenciés surtout par les sols : **tierras blancas** pour les céréales et les vignes, **tierras agrias** pour le tournesol, terres sableuses pour la forêt ou la nouvelle agriculture. Ces qualités de sols sont bien évidemment à relier au relief, doucement ondulé avec des crêtes élargies qui descendent lentement vers la plaine côtière. Aux abords des rivières, comme par exemple la vallée du Rio Tinto, la répartition des cultures et usages des sols est même tout à fait démonstratrice, presque didactique ! (cf. croquis).



Mais au-delà d'une "spécialisation écologique" toute relative (au moins dans l'actualité, on peut penser qu'elle était plus systématique dans un passé récent, avant l'introduction des innovations agricoles), la valorisation mentionnée plus haut souligne une structure parcellisée et spécialisée des groupes de pouvoir liés à chaque activité. Autrement dit, chaque facette du système agraire implique des groupes dominants avec des référents politiques distincts, qui peuvent parfois se superposer mais se juxtaposent le plus souvent.

Le "système de l'olivier" est présent partout, un peu comme une toile de fond, sur les latifundios qui n'ont cessé d'exister. Ce système, très extensif, n'exclue pas un relatif dynamisme perceptible dans le paysage par des rénovations, des replantations, une certaine densification des plants et

parfois la combinaison de maraichage les premières années de replantation. L'exploitation de l'olivier reste majoritairement aux mains de grands propriétaires terriens, le plus souvent absentéistes résidant à Séville ou d'autres grandes villes et n'entretenant pas de relations étroites avec la société locale.

Le "système viticole" au contraire semble représenté par les vieux groupes de pouvoir locaux, très ancrés dans le territoire et l'espace local, et qui furent à l'origine de l'opulence manifestée par de nombreux bourgs viticoles de la région, au moins dans les zones ayant obtenu une appellation contrôlée (Bollullos par exemple, sans parler évidemment de la zone de Xérès plus au sud, autour de Jerez et Puerto Santa Maria). On peut supposer qu'ils ont participé d'assez près à la vie locale et régionale dans un passé récent (peut-être actuellement encore ?), malgré un relatif déclin de la branche viti-vinicole.

A Palma, les gros céréaliers forment un groupe de pression bien connecté aux grands organismes privés de commercialisation d'une part, aux organismes publics d'achat de céréales d'autre part (la SEMPA). Ce sont les "entrepreneurs", au sens premier du terme au moins par rapport aux producteurs "traditionnels" de vigne et olivier. Ils sont bien introduits dans les circuits bancaires ou les grandes coopératives, un peu à l'image (réduite) des groupes de pression céréaliers français, et liés à la dynamique économique (et politique ?) locale.

Ces trois groupes caractérisés de façon tout à fait sommaire et schématique reposent sur des systèmes d'exploitation extensifs, fondés sur la terre et le foncier, par essence finis et inextensibles. Ce sont de ce fait des groupes fermés, peu enclins à admettre de nouveaux venus en leur sein, et particulièrement susceptibles de diffuser une vision conservatrice -économiquement et socialement- du développement régional. Ce sont également des groupes fortement "territorialisés", avec le plus souvent un ancrage historique ancien.

La nouvelle agriculture est, au contraire, une nouvelle venue. Avec ses techniques de fertirrigation, pratiquement du hors-sol, le système de production maraîchère est intensif en terre et en travail. L'accumulation n'est pas limitée mais extensible tant que la terre est disponible (et il existe encore de vastes réserves sur les terres sableuses de Almonte). C'est un système beaucoup plus ouvert que les précédents, et qui de fait regroupe des acteurs plus diversifiés : les nouveaux producteurs issus des couches les plus démunies de l'agriculture traditionnelle, quelques grands agriculteurs (rares), des entreprises qui contrôlent jusqu'à 1000 ha en irrigué par sous-location ou fermage, des négociants-exportateurs, et enfin l'Etat à travers les programmes de développement.

On a l'impression d'une espèce d'"impermeabilité" entre les différents systèmes d'exploitation (ou combinaisons, facettes de système, les distinctions seraient à creuser), chacun mettant en cause des enjeux et des acteurs qui n'appartiennent pas au même registre. Ainsi la répartition spatiale de ces systèmes, au lieu de la complémentarité supposée du XIXème siècle, période d'appropriation de l'espace, serait au contraire révélatrice d'un patchwork, d'une grande mosaïque où chaque pièce n'existe que par rapport à l'autre sans pour autant former un ensemble cohérent et fonctionnel. Chaque système suscite ou nécessite une organisation spatiale propre, et non pas une participation à un système spatial territorialisé englobant. Comme s'il y avait eu dédoublement, déphasage entre une organisation agraire visible dans le paysage (parcellaire, usage du sol, habitat) et les structures socio-économiques qui devraient la sous-tendre (ce qui est d'ailleurs un phénomène fréquent de permanence des effets après extinction des causes, un phénomène de latence courant en période de transition).

On serait alors en phase de dé-territorialisation, due non pas tant au développement déstabilisateur du tourisme comme le veut une idée largement répandue, mais bien au développement agricole lui-même et à l'éclatement des catégories dominantes en une pluralité d'instances de décision et de pouvoir. La décentralisation et l'autonomie accordée à la région ne peuvent que renforcer cette tendance. Paradoxalement le municipale retrouve un rôle (avec la décentralisation) au moment où son espace se voit disloqué, écartelé entre les diverses tendances. L'espace n'est plus géré et approprié collectivement par les habitants du municipale (si tant est qu'il en fut ainsi un jour !) mais utilisé comme simple substrat et moyen de production. Il n'y a plus de "territoire" municipal, mais un espace compartimenté et partagé entre différents utilisateurs. Ceci n'exclue d'ailleurs pas qu'il subsiste une perception collective face à certains espaces, notamment les zones de marais (cf. l'interprétation du pèlerinage du Rocio dans J.F.Ojeda, 1987).

Face au producteur (de vin, de céréales, de fraises..) il existe bien des secteurs dominants facilement cernables et des interlocuteurs identifiés, mais cette stratification s'embrouille dès que l'on passe au niveau régional. C'est un peu ce que l'on voulait dire par l'absence de réseau d'encadrement, citée plus haut. Les rôles ne sont pas clairs et les rapports encore obscurs entre les nombreux acteurs présents dans le champ rural, sans parler des absents, de Séville, Madrid, Bruxelles ou Amsterdam, dont les choix et décisions influent plus ou moins directement sur la dynamique locale.

Il faudrait pour démêler un tel écheveau combiner et croiser en permanence les échelles d'observation, de la trajectoire individuelle ou familiale à l'histoire des filières de production, des comptes d'exploitation à la politique de la Junta de Andalucía. A ce titre l'équipe pluridisciplinaire de Séville est bien "armée", dans la mesure où les niveaux



d'analyse ne s'emboîtent pas mécaniquement mais bien plus, se répondent d'un projet à l'autre. Au-delà de la complémentarité des échelles, les projets abordent un large éventail d'acteurs et de problématiques, autour de questions qui sont communes ou peuvent le devenir, comme par exemple :

-le fonctionnement budgétaire de la décentralisation, c'est-à-dire la répartition des charges et des revenus investis dans les divers secteurs d'activité, aux différents niveaux (la Junta, la province, le municipale); on aurait alors une certaine vision de la participation de chacun au développement régional, sa part d'autonomie face aux autres et à l'Etat.

-le degré de perméabilité entre secteurs d'activités, que ce soit en capital ou en travail, et les stratégies qui sous-tendent ces combinaisons (de croissance, de survie, anti-risque...); ceci pourrait être abordé à travers les trajectoires individuelles ou familiales, notamment au niveau municipal et infra-régional.

-le suivi d'une réalisation touristique, l'identification des acteurs intervenants.

On pourrait alors tenter de confirmer ou infirmer l'hypothèse posée plus haut sur l'étanchéité et la fermeture des réseaux traditionnels, sur la non-correspondance entre espaces de pouvoir et territoire administré, les premiers devenant trop nombreux et fractionnés pour permettre au "territoire" d'exister et de fonctionner en tant que tel.

#### BIBLIOGRAPHIE

F.Fourneau 1979

"La Costa de la Luz de Huelva", in Tourisme et développement régional en Andalousie, Publications de La Casa de Velazquez, Série Recherches en Sciences Sociales, fasc. V, Paris, pp 135-176.

J.Lacroix, B.Roux, F.Zoido 1979

"La Costa de La Luz de Cadix : le cas de Chipiona", in Tourisme et développement régional en Andalousie, Publications de La Casa de Velazquez, Série Recherches en Sciences Sociales, fasc. V, Paris, pp 177-239.

J.F. Ojeda Rivera, F.Diaz del Olmo 1987

El Condado litoral onubense : a la busqueda de un modelo de desarrollo interno, in Revista de Estudios Andaluces, n°8, pp 165-184.

J.F.Ojeda 1987

Organizacion del territorio en Donana y su entorno proximo (Almonte). Siglos XVIII-XX, Madrid, ICONA, Monografias 49.